

TRÊVE DE PLAISANTERIES, METTONS MACRON À LA RETRAITE

C'EST BEAU LA GRÈVE ! BEAU COMME UN LAC DES CYGNES DANSÉ SUR LE PARVIS DE L'OPÉRA, PAR ET POUR LES GRÉVISTES. BEAU COMME UNE FANFARE QUI RÉSISTE AUX CH'TARS SUR UN PIQUET DE GRÈVE. BEAU COMME DES LYCÉEN-ES QUI METTENT EN DÉROUTE LES TROUPES MACRONNISTES. BEAU COMME DES MINISTRES SINISTRES, DES DÉPUTÉS DÉPITÉES ET DES ÉDITOCRATES QUI BAFOUILLENT ET BÉGAIENT DEVANT LA FORCE DU MOUVEMENT.

On ne perd jamais à faire grève, et on a tout à gagner. Comme le chantent les manifestant-es des AG interpros: «*la grève générale, c'est bon pour le moral*».

BYE-BYE LÀ HAUT, C'EST EN BAS QUE ÇA S'PASSE !

Et face à tous les coups tordus, à toutes les saloperies, à tous les mensonges que le pouvoir aux abois tentent pour briser la grève, elle est toujours là, forte comme au premier jour, nourrie d'un mois de rage et d'expériences accumulées. La force de cette grève c'est son auto-organisation par en bas, sa gestion par les AG de grévistes qui massivement la reconduisent jour après jour. Après des mois de préparation, au bout des deux premières semaines de grève, d'AG, de piquets avec le soutien des autres secteurs en lutte, de manifestations, la base cheminote et traminote des syndicats que les médias appellent



« réformistes » a envoyé paître ses dirigeants qui relayaient la propagande gouvernementale sur la « trêve » et appelaient à la reprise du travail.

C'est bien grâce à cette organisation par en bas, gare

par gare, ligne de métro par ligne de métro, centre bus par centre bus, visibles dans les manifestations monstres des 5 et 17 décembre, que les militant-es, impliqué-es jusqu'au cou dans la grève, de

l'UNSA ferroviaire et de la fédération Cheminot de la CFTD ont rappelé cette vérité simple, basique, aux bureaucrates qui écoutent plus les ministres que leur base: «*la grève appartient aux grévistes*».



LA TRÊVE C'EST DANS LEURS RÊVES, NOUS ON FAIT LA GRÈVE !

Et de trêve il n'y a pas eu, pas plus que de spectacle de Noël à Notre-Dame, *cheih!* Et ce malgré le déchaînement médiatique contre les grévistes, et le black-out des mêmes médias sur l'extension de la grève à d'autres secteurs; malgré les vacances que nombreux-ses dans notre classe avaient planifié; malgré une intersyndicale nationale qui ne parle pas de trêve, mais la pratique de fait en n'appelant à rien avant le 9 janvier; malgré (ou peut-être grâce) à l'intransigeance et au mépris affiché par le gouvernement.

Le très laïc « esprit de Noël » n'a pas pu briser l'esprit de la grève. Grâce à la détermination des grévistes de la SNCF, de la RATP, des raffineries, de l'éducation, de l'électricité, du gaz, artistes... Mais aussi grâce aux « militant-es de la grève » oragnisé-es en AG interprofs. Ces Assemblées regroupent sur une localité, un arrondissement, un quartier, des grévistes, y compris des secteurs où elles et ils sont (encore) minoritaires à reconduire au-delà des journées décidées par l'intersyndicale nationale, des précaires, des chômeur-euses, des travailleur-euses privé-es de papiers, des étudiant-es... En organisant rencontres, réunion, « grèveillons », fêtes de soutiens, déambulations, départs collectifs pour les manifestations, interventions sur les concentrations ouvrières (hôpitaux, bureaux de poste, centres des Finances publiques, déchetteries...), ces AG permettent à tout le monde de s'investir

dans le mouvement au-delà des nécessaires caisses de grève sur internet, de se coordonner sur un territoire, de mutualiser les informations et les pratiques... Et ainsi d'ancrer la grève dans la durée.

RIEN À NÉGOCIER, TOUT À GAGNER !

Car s'il y a une caractéristique commune aux soulèvements qui ébranlent le monde d'Alger à Santiago, de Hong Kong à la Catalogne et au Liban, à l'Irak, Haïti, la Guinée, etc., des Gilets jaunes au mouvement actuel, c'est qu'ils font face à des pouvoirs qui n'ont rien à négocier. Rien à négocier car la trajectoire du capital qui dicte leurs agendas implique l'aggravation des attaques antisociales, antidémocratiques, antiécologiques, racistes, sexistes. Des pouvoirs qui ne comprennent qu'un seul langage: grèves, blocages, tu dégages! Dès lors, les mouvements s'inscrivent dans la durée, s'organisent pour faire face à la répression féroce, qui partout éborgne, mutile, tue, enferme à tour de bras. Faire face aussi aux coups de mou apparents, à la résignation, à la démoralisation qui menacent face à des pouvoirs qui semblent inébranlables, mais qui sont en réalité des colosses aux pieds d'argile. Plus chênes que roseaux dans la fable.

En France, la réforme des retraites est un révélateur. La base sociale de Macron est constituée des cadres sup' qui émargent à minimum 11 000 boules par mois, les seuls à qui profiterait la retraite à

points de l'aveu même de BFM. 11 000 balles mensuel, presque 10 fois le SMIC! On n'a pas affaire à du p'tit chef de bas étage, mais à du Top Management de haute volée, de la même espèce que ceux qui harcelaient en bande organisée jusqu'au suicide les salarié-es de France Télécom, que la justice vient de (très symboliquement) condamner et dont les clones martyrisent les salarié-es de La Poste, de la SNCF, de la RATP, des hôpitaux... Le président le plus mal élu de cette V^e République, pourrie jusqu'à la moelle, sait que son pouvoir ne tient que par la matraque et le gaz lacrymogène. Il cède tout aux premiers grognements des syndicats de flics d'extrême droite (notons que contrairement aux cheminot-es, les chiens de garde du capital ne se battent que pour leur gueule, pour toujours plus d'impunité, pour pouvoir nous en foutre toujours plus sur la gueule. Pour ceux qui s'interrogent sur la nature de classe des syndicats des forces répressives et étaient prêt-es à les accueillir dans nos manifs...).

Le monde de Macron c'est un cabinet de DRH entouré de lignes de CRS. Un monde qui ouvre la possibilité du fascisme et où les milices d'extrême droite, en bon supplétifs des forces de police, attaquent les personnes mobilisées, comme cette année à Strasbourg ou en 2016 à Montpellier (sans, hélas rencontrer une résistance à la hauteur). C'est ce monde qu'il nous faut détruire, car nous ne nous laisserons pas détruire par lui. C'est ce monde qu'il nous faut détruire pour gagner ce que l'on veut: tout!

GILET-JAUNER LA GRÈVE, CONSTRUIRE L'AUTONOMIE DE CLASSE !

Le combat sera de longue haleine, Macron a quelques fusibles à faire sauter, quelques coups crasses dans son sac. Il est même possible qu'il réussisse à faire passer tout ou partie de son projet sur les retraites. Il faut bien sûr nous mobiliser de toutes nos forces pour éviter cette catastrophe sociale. Pour lui infliger cette défaite qui nous placerait dans une bien

meilleure position pour envisager la suite. Mais quoiqu'il arrive, il faut se rappeler que l'on ne perd jamais à faire grève. « *La lutte des classes est une lutte de la classe ouvrière contre les effets désastreux et dégradant du système capitaliste sur sa conscience de classe* » écrivait le marxiste hongrois Georg Lucàks dans *Histoire et conscience de classe*. Et un mouvement comme celui que nous connaissons est une énorme opportunité de lutter contre les effets désastreux et dégradants du système capitaliste sur la conscience de classe. De faire classe, comme on dit souvent à A2C.

Faire classe, c'est s'assumer comme politique. S'assumer comme politique c'est s'assumer comme antifasciste et anti-raciste, féministe et fièrement Queer. C'est assumer la nécessité de l'autodéfense, politique comme physique, contre les bandes fascistes. Et s'en donner les moyens. C'est renforcer les mobilisations antiracistes, les comprendre comme partie prenante du mouvement, comme cela fut, hélas très partiellement, le cas le 18 décembre pour la Journée internationale des migrant-es ou lors de la Marche des Mamans de Mantes-la-Jolie. Et se donner les moyens de faire mieux la prochaine fois. C'est ne rien céder sur les oppressions, sur l'islamophobie, sur le racisme, sur l'homophobie, le sexisme, et les combattre dans, par et pour le mouvement. Et s'en donner les moyens. C'est renforcer l'autonomie du mouvement, et donc de notre classe. Et s'en donner les moyens.

Seule une crise politique nous permettra d'en finir avec Macron, sa retraite à point, son racisme, son néocolonialisme mal déguisé, l'impunité qu'il offre à sa Police, son blabla lénifiant sur les féminicides, son arrogance de classe, son autoritarisme. Bref, son monde de DRH et de CRS. S'assumer comme politique c'est vouloir ouvrir une crise politique et s'en donner les moyens. C'est poser la question du pouvoir. Et s'en donner les moyens.

Ce qui ne nous tue pas nous rend plus fort, et ne meurt jamais la mauvaise herbe!

TPP, LE 27 DÉCEMBRE 2019



MIGRANT-E-S : 18 DÉCEMBRE, TRÊVE OU MARCHÉ !

D'EST EN OUEST ET DU NORD AU SUD, DE ROUEN, CAEN, LE HAVRE À GRENOBLE, ANNECY OU NICE, DE QUIMPER OU LANNION À STRASBOURG, NANCY OU LONS-LE-SAUNIER, DE BEAUVAIS, AMIENS À MONTPELLIER, PERPIGNAN, BAYONNE MAIS AUSSI À LIMOGES, POITIERS, LE MANS OU CLERMONT-FERRAND, MOULINS, MONTAUBAN ET VALENCE, DE CENT À PLUSIEURS CENTAINES DE MANIFESTANTES ONT DÉFILÉ DANS LES CENTRES-VILLES, RENDANT HOMMAGE AUX VICTIMES DES FRONTIÈRES ET CRIANT LEUR RAGE ET LEUR DÉTERMINATION. À FOIX PRÈS DE 500 PERSONNES ONT MANIFESTÉ, 300 À PERPIGNAN, 1 000 À RENNES ET PLUSIEURS MILLIERS À PARIS.

Signe d'une avancée vers un mouvement coordonné, des appels à manifester avaient été recensés en amont dans plus de 50 villes sous un même mot d'ordre : « *Égales, égales, personne n'est illégal* » et avec les mêmes revendications : la liberté de circulation, la régularisation des sans-papiers, la fermeture des centres de rétention.

Autre avancée, la présence de sans-papiers et migrant-e-s s'est propagée dans de nombreuses villes avec même des cortèges de femmes exilées et du syndicat des travailleurs sans-papiers en tête à Rennes. À Grenoble la manifestation a eu lieu l'après-midi pour impliquer un collectif de jeunes migrant-es et des associations de quartier populaire.

Comme l'an dernier l'appel était lancé par des collectifs de sans-papiers, des syndicats et de nombreux collectifs locaux et associations. À Montpellier, Extinction Rebellion a bloqué la mappemonde de la place de la Comédie tandis qu'un die-in géant était organisé. Sur Paris les appels à manifester relayés dans des assemblées de grévistes dans le 18^e et le 20^e arrondissement ont été ovationnés.

PAS D'IMPACT DU MOUVEMENT ?

Pour autant, à part exception comme à Foix ou Perpignan, la participation aux manifestations a été plus faible que l'an dernier.



Surtout dans les grandes villes. Pire, à notre connaissance il n'y a pas eu du tout de manifestation dans des villes comme Marseille, Lyon, Lille ou Nantes tandis que des rassemblements symboliques avaient lieu à Bordeaux ou Toulouse.

Certain-es avancent l'argument du mouvement actuel et des grèves pour le justifier. Il est évident que, techniquement, la grève des transports dans certaines grandes agglomérations, comme à Paris, peut expliquer qu'une partie des manifestant-es de l'an dernier n'ont pas pu facilement se déplacer jusqu'au lieu de manifestation.

Il n'en reste pas moins que c'est un argument étrange. Nous plaçons plus souvent l'inverse : la grève et les luttes en général créent des dynamiques de politisation, de prise de conscience et de confiance qui ouvrent à des généralisations. En bref le mouvement

actuel devrait plutôt être un atout, compensant largement les obstacles techniques créés par la grève. D'ailleurs l'an dernier les manifestations de Gilets jaunes, bien qu'à leur début, avaient été un des ressorts à la mobilisation du 18 décembre.

LUTTE POLITIQUE OU LUTTE PAR ÉTAPE

Il nous semble plutôt que cela ouvre un débat de grande importance pour le mouvement actuel. Beaucoup de militantEs politiques, y compris parmi celles et ceux qui se disent révolutionnaires, argumentent actuellement sur l'idée que le mouvement doit se focaliser sur la question des retraites, les autres luttes étant des diversions.

« Nous avons besoin d'une victoire » est le grand argument. Mais sera-t-il possible

d'obtenir une victoire contre un pouvoir qui veut casser toute solidarité de classe sans armer celles et ceux qui luttent d'une conscience de classe de base ? Et cette conscience de classe ne se construit pas uniquement sur la base du conflit économique. Son niveau le plus clair est politique : quand des hommes luttent pour les droits des femmes, des blancs pour ceux des noirs, des Français-es pour ceux des immigré-es. Cela ne se proclame pas ni ne se fait en un jour, une lutte. Mais chaque pas fait en ce sens renforce tout le mouvement. Tout refus d'avancer en ce sens ne fait que préparer le trou dans lequel le pouvoir plongera demain le mouvement.

La Journée internationale des migrant-es s'est tenue, en plein mouvement de grève. La situation faite aux migrant-es montre l'abjection des appels que fait le pouvoir à toutes celles et ceux qui luttent à faire trêve. Alors qu'il continue de nous canarder. Alors que la machine à broyer les migrant-es tourne à plein. Entre marche ou trêve, grévistes, migrant-es et sans-papiers ont choisi de continuer de marcher. Le 17 ET le 18 décembre comme le dit un tract du NPA de Rennes. Le mouvement continue, fait ses expériences, avance et parfois recule. C'est seulement ainsi qu'il peut apprendre à se mettre en mesure de tout renverser et tout changer.

DENIS GODARD

18 DÉCEMBRE : RAGE ET DÉTERMINATION À RENNES

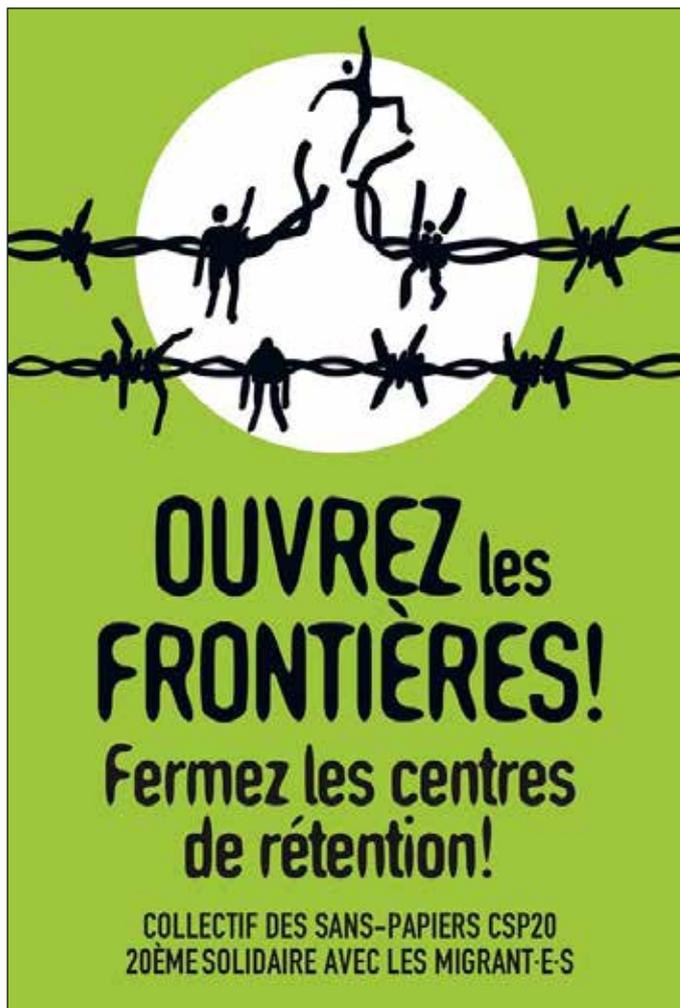


À RENNES, LE 18 DÉCEMBRE A ÉTÉ MARQUÉ PAR UNE MOBILISATION PROFONDÉMENT POLITIQUE TOUT EN ÉTANT PLUS FAIBLE NUMÉRIQUEMENT QUE L'AN PASSÉ.

Plus de 500 personnes ont manifesté derrière une banderole proclamant « *Égaux-Égales, personne n'est illégal!* », portées par un cortège de personnes exilées et éclairées par la lumière des flambeaux. L'an passé nous étions presque 1 000 mais certains cortèges étaient peu dynamiques. Là, on entendait des slogans du début à la fin « *Qu'est-ce qu'on veut? Des papiers (Des logements)! Pour qui? Pour tou-te-s! Quand ça? Maintenant!* », « *Y'a pas trop de sans-papiers: y'a trop d'racistes, dans cette société!* » ou encore « *On veut de l'air, de l'air, ouvrez les frontières!* »

Un cortège de femmes exilées/migrantes, avec ou sans papiers, qui avait fait sa première apparition en tête de manifestation à Rennes le 23 novembre contre les violences patriarcales, sexistes et sexuelles, était de nouveau présent. Leur revendication: pouvoir « être indépendantes et libres » en obtenant des papiers, un logement, la possibilité de travailler et d'étudier. « *On veut se battre pour-nous mêmes!* » Sur la banderole qu'elles avaient peinte, on lisait: « *Là-bas, ici et partout, nous voulons dire ensemble stop aux violences sexistes, sexuelles et raciste* » et « Régularisation de toutes les personnes sans-papiers ».

Le Syndicat des travailleurs et travailleuses sans papiers de Rennes était également présent, avec sa banderole et une prise de parole en fin de manifestation. Malheureusement, celle-ci a été faite au moment où la plupart des manifestant-es quittaient les lieux, deux



heures après le début de la marche. Au côté du syndicat défilait le collectif Justice et Vérité pour Babacar.

De nombreuses associations de soutien aux personnes exilées à Rennes (peut-être même toutes?) étaient présentes et avaient mobilisé pour cette journée du 18 décembre. Elles se réunissent pour la plupart chaque semaine dans le cadre d'un comité de soutien aux personnes exilées auquel participent quelques membres

de partis et de syndicats. Nous avons vu, avec ou sans banderole, Un Toit c'est Un Droit, le Collectif de Soutien aux Personnes Sans papiers, D'Ici et D'Ailleurs, le MRAP, le collectif CARPES. Pour compléter ce tableau, plusieurs dizaines de militant-es des organisations du mouvement social, qui battaient le pavé la veille – le 17 décembre – contre la réforme des retraites, étaient également présentes: CGT, CNT, NPA, EÉLV ainsi

qu'Extinction Rébellion qui fait le pont entre lutte contre les frontières et lutte pour l'environnement et le vivant.

Pour ma part, je dirais que le travail de mobilisation n'a pas été à la hauteur, peut-être du fait de la mobilisation contre la réforme des retraites, et qu'il n'a pas été fait dans les endroits les plus propices. Il a manqué le restaurant social, où se croisent des dizaines voire des centaines de demandeur·ses d'asile, la place de la République, point central de Rennes où se rencontrent et passent de nombreux autres, les foyers d'accueil...

Une minute de silence a aussi été faite pour rendre hommage à toutes les personnes mortes pendant leur parcours d'exil, certaines connues par nos camarades exilé-es/migrant-es en lutte. La veille de la marche, nous avons appris le décès de Tigui, cousine d'un membre du Syndicat des travailleur·ses sans papiers.

Malgré la dureté du combat, la mort qui est dans toutes les têtes, les personnes proches ou inconnues qui meurent, et qui sont très loin de n'être que des chiffres... malgré tout cela, il nous reste de la joie, car nous puisons de la force à lutter ensemble. Le chemin vers des manifestations plus larges reste long mais nous sommes déterminé-es plus que jamais à lutter contre ce système raciste qui souhaite briser nos vies ici et ailleurs.

Nous luttons avec rage et amour, et c'est pour cela que nous serons toujours ensemble!

SOLENN



RETOUR DE LA CRISE ?

PARTIE 1/ LA CRISE ÉCONOMIQUE DE 2008 ET SES SOUBASSEMENTS THÉORIQUES

PLUS DE DIX ANS SE SONT DÉJÀ ÉCOULÉS DEPUIS LA DERNIÈRE GRANDE CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE MONDIALE. LA CRISE DES SUBPRIMES PARAÎT LOIN, POURTANT LES ÉCONOMIES PEINENT À S'EN RELEVER. EN EFFET, LES TAUX DE CROISSANCE, LES INVESTISSEMENTS SONT TRÈS FAIBLES VOIRE DIMINUENT DANS LES PAYS DE L'OCDE, LE CHÔMAGE, LES DETTES PUBLIQUES SONT TOUJOURS AUSSI ÉLEVÉS. UN CONSENSUS SEMBLE APPARAÎTRE CHEZ LES ÉCONOMISTES : 2020 SERA SYNONYME DE RÉCESSION VOIRE L'AVÈNEMENT D'UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT.

En économie, une crise représente un ralentissement brutal de l'activité économique générale. Cette période de crise intervient généralement après une phase d'expansion économique. Cela a pour conséquence chômage, faillites, etc. Il n'y a pas de consensus sur les causes explicatives d'une crise économique. Mais Marx considérait que la crise était intrinsèque au système. Pour lui, le système capitaliste est

lui-même porteur des germes de sa propre destruction.

Il considérait que la logique d'accumulation du capital était paradoxale car elle génère elle-même ses propres dysfonctionnements. La crise doit alors permettre au système l'épuration du surplus de capital jusqu'à la prochaine période de suraccumulation. Pour lui, la crise est un processus qui se construit dans le temps. Donc, avant d'envisager la possibilité de cette crise actuelle, il

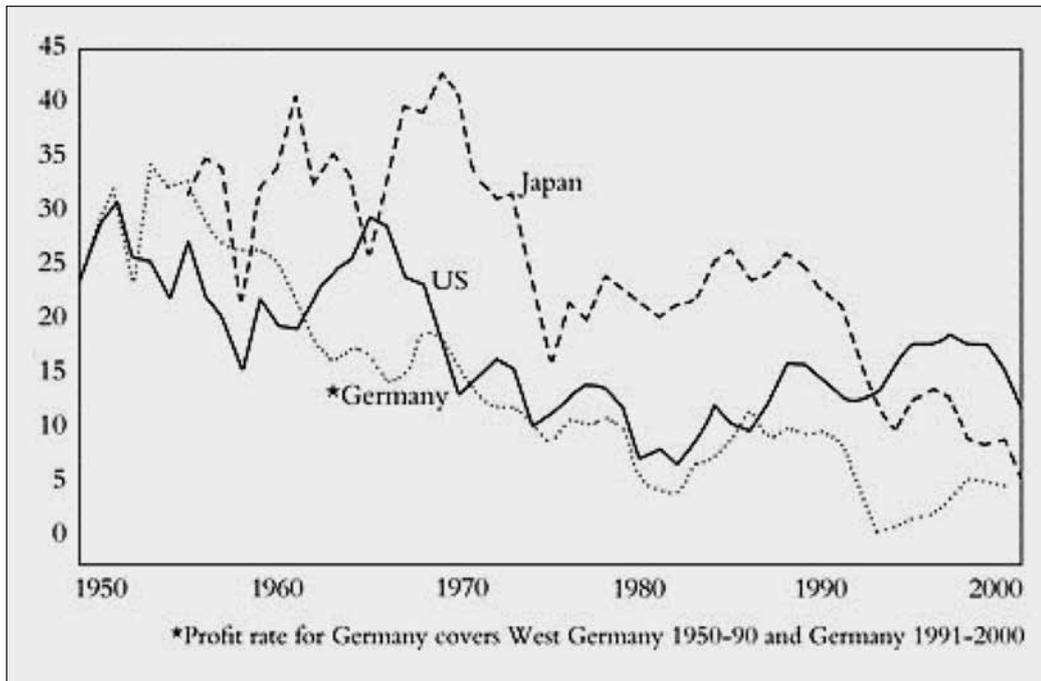
est important de revenir sur la crise de 2008 afin de saisir les causes et les possibles conséquences sur la situation économique.

LES ANNÉES 1980 OU LES GERMES DE LA CRISE DE 2008

Après les chocs pétroliers des années 1970, les économies mondialisées connaissent une baisse des taux de profit. Les tentatives de relance n'ont pas

les effets escomptés et se traduisent par une stagflation. S'ensuit une remise en cause du « compromis fordiste ».

Le problème lié à la baisse des taux de profit fut au cœur des stratégies des classes dominantes dans les décennies qui suivirent. C'est l'origine du « néolibéralisme ». Le but étant de modifier le partage de la valeur ajoutée au profit du capital, privatiser les services publics et se tourner vers une politique de l'offre.



TAUX DE PROFIT NETS INDUSTRIELS AUX USA, EN ALLEMAGNE ET AU JAPON¹

Marx affirmait dans le Tome 3 du *Capital* que « La baisse du taux du profit et l'accélération de l'accumulation sont des manifestations d'un même phénomène, puisqu'elles expriment l'une et l'autre le développement de la productivité. L'accumulation accentue la baisse du taux du profit... la plus-value étant le but de la production capitaliste, la baisse du taux du profit ralentit la formation de capitaux nouveaux et favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la surabondance de capital... »

Le système capitaliste est un système concurrentiel entre différents détenteurs de capital dans l'optique perpétuel de maximisation de leurs profits. Pour cela, il y a une course à l'accumulation du capital. Cette accumulation amène expansion et progrès mais elle conduit le capital à sa perte. En effet, la concurrence oblige, pour baisser les coûts, à substituer du capital au travail. Or, pour Marx, seul le travail crée de la valeur, le taux de profit diminue donc, car le capital constant augmente alors que le capital variable et la plus-value diminuent. Le déclin du taux de profit est contrebalancé par plusieurs facteurs notés par Marx. Les plus importants sont l'augmentation du taux d'exploitation du travail vivant et la baisse des prix du travail

mort, qui font baisser les coûts d'investissement par rapport au profit. De nombreux auteurs affirment que le premier facteur a joué un rôle primordial durant la période néolibérale, permettant une augmentation partielle du taux de profit, ou au moins de ralentir son déclin. Cependant, il existe des limites au-delà desquelles il n'est plus possible d'intensifier le travail ou de réduire les salaires, des limites mathématiques mais aussi sociales. Certains économistes comme Chris Harman montrent que cette baisse du taux de profit, qui émerge dès la fin des années 1960, peut expliquer la crise de 2008.

Le processus de dérégulation et de dérégulation des marchés financiers impulsé dans les années 1980 s'explique pour certains analystes à travers des « dérives » spéculatrices. Le mouvement de libéralisation des capitaux explique que la crise financière de 2008 ait eu cette ampleur.

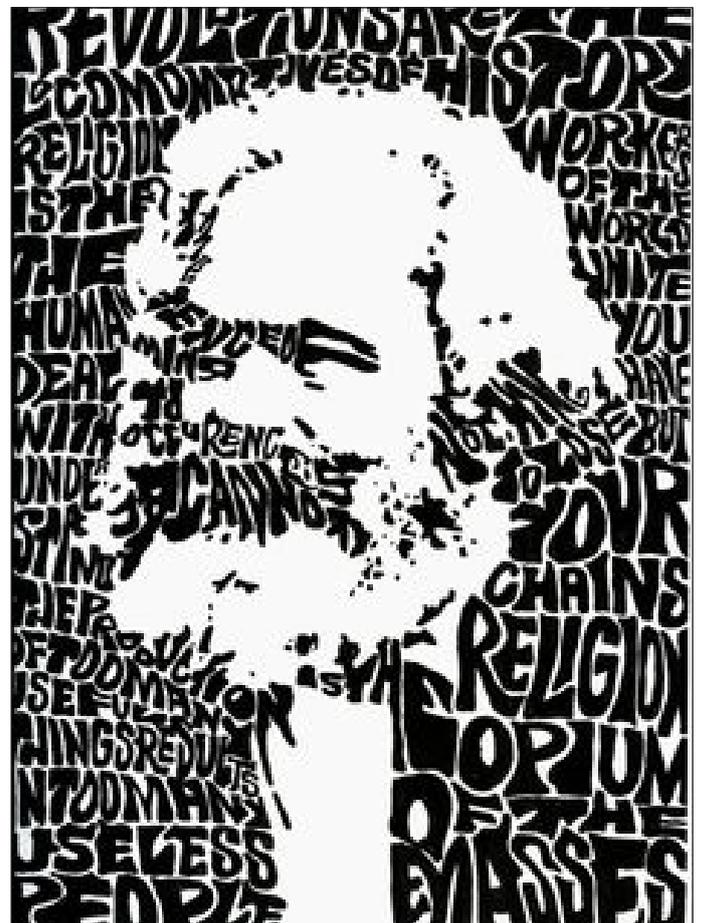
LA PLACE DU CAPITAL FINANCIER DANS LA CRISE DES SUBPRIMES

Le 15 septembre 2008, la banque Lehman Brother se déclare en faillite et par la même occasion sonne le début d'une crise financière sans précédent. La crise des subprimes, c'est l'éclatement

d'une bulle spéculative qui a eu des répercussions sur les économies mondiales. Elle a provoqué la chute de la croissance mondiale (de 5,6 % en 2007 à 0 % en 2009) et la montée du chômage (d'un peu plus de 5 % en 2007 à 8 % jusqu'en 2013). On attribue souvent la crise des subprimes aux problèmes liés à

la spéculation dans le domaine des prêts immobiliers. Mais au-delà de la bulle spéculative, de la création de titres pourris et des problèmes de solvabilité des consommateurs, c'est une crise plus profonde qui s'est produite.

La volonté de restaurer les taux de profit amène les capitalistes à investir une partie de leur capital vers des activités spéculatives et plus rentables, aidés par les innovations en matière de CBO². Les capitalistes ne veulent alors plus investir dans la sphère productive en raison des faibles taux de profit. Mais le recours au crédit ne donne que l'illusion temporaire de hausse des taux de profit. Marx nous explique que l'on peut diviser le capital en trois parties : le capital industriel, commercial et bancaire. Lorsque les taux de profit sont faibles ainsi que les investissements, les capitalistes ont tendance à investir dans le capital commercial ou bancaire. Le recours à ces deux capitaux va venir masquer la disproportion croissante entre la production et la consommation et c'est bien cela qui pose problème : « Bien



qu'il [le capital bancaire] soit rendu autonome, il n'est jamais autre chose que le mouvement du capital industriel dans la sphère de la circulation. Mais, grâce à son autonomie, ses mouvements sont, dans certaines limites, indépendants des barrières élevées par le procès de reproduction qu'il impulse lui-même au-delà de ses propres limites. La dépendance à l'intérieur et l'autonomie à l'extérieur finissent par conduire les choses jusqu'au point où la connexion interne doit être rétablie par la violence, c'est-à-dire par la crise»³.

L'explosion de la crise n'en est que différée. Certes le recours au « capital fictif » peut transformer le profit en capital-argent de prêt, mais le capital ne peut prospérer indéfiniment à crédit. La mévente ou la faillite causée par des crédits insolubles accumulés finit par créer un mouvement de panique sur les marchés financiers. C'est ce qui s'est produit en 2008.

L'accumulation des impayés des ménages américains a conduit les banques et les sociétés financières à vendre au plus vite leurs titres subprimes. Donc contrairement à ce qu'affirment certains économistes, le capital financier fait partie intégrante du système capitaliste et n'est qu'une solution temporaire à la baisse des taux de profit et des investissements.



Un autre débat sur la question du capital financier divise les économistes. Si on considère que le capital financier est autonome du reste des capitaux pourquoi la sphère réelle a-t-elle été autant impactée par la crise des subprimes ?

Si le « capital fictif » peut jouer un rôle important dans le retardement de la crise, celui-ci ne se substitue pas au capital industriel. Le capital financier est une composante de l'économie capitaliste. La crise financière a pu être le point de départ d'une crise

généralisée mais elle ne suffit pas à expliquer l'ampleur de cette crise. La taille des entreprises et des banques en faillite a joué un rôle important. Lorsque Lehman Brother, une des plus grosses et anciennes banques américaines se déclare en faillite, elle entraîne avec elle d'autres firmes. Ce que montre la crise des subprimes c'est le caractère paradoxal des mouvements de concentration et de centralisation. Il va se développer l'idée que certaines entreprises sont trop grosses pour faire faillite. Or, la crise

de 2008, nous montre que les États peuvent être confrontés à un dilemme : intervenir et s'endetter pour sauver des firmes et des banques ou ne pas intervenir et voir la crise s'accroître.

Les mesures mises en œuvre par les États pour limiter les dégâts de la crise ont provoqué des conséquences économiques, sociales et politiques importantes sur le long terme. Elles peuvent expliquer le fait qu'aujourd'hui, ils aient des difficultés à faire repartir leur taux de croissance. En effet, Marx soulignait dans le livre III du *Capital* que la « production capitaliste tend sans cesse à dépasser les limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant les moyens, qui de nouveau, et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières. » Alors qu'en est-il dix ans après ?

FATOUMATA

1 – Robert Brenner, *The Economics of Global Turbulence*, Verso, 2006, p. 7.

2 – Un CBO (« Collateralized Bond Obligation ») est un produit dérivé de crédit faisant référence à un portefeuille d'obligations. La qualité des obligations est relativement mauvaise, mais la combinaison de plusieurs obligations pourries offre une diversification suffisante pour que le CBO, dans son ensemble, jouisse d'une notation de bonne qualité.

3 – Marx Karl, *Manuscrits de 1857-1858*, Paris, Éditions sociales, 1980, tome 1.

4 – Choonara Joseph, <https://www.autonomieDECLASSE.org/economie-politique/leconomie-politique-dune-longue-depression/>



ESTIMATIONS DES TAUX D'ACCUMULATION US (INVESTISSEMENT NET NON RÉSIDENTIEL/COÛT HISTORIQUE DES AVOIRS FIXES NON RÉSIDENTIELS), 1967 = 1 – SOURCE : DONNÉES DU BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS (BEA)⁴

L'HYDRE ET LE DRAGON, DE RUSSEL « MAROON » SHOATZ

ÉDITIONS LIBRE, AOÛT 2019, 130 PAGES, 8 EUROS.

Je vais commencer par dire que ce petit essai m'a fait du bien sans être pour autant d'accord avec l'ensemble des propositions avancées. L'auteur, Russell « Maroon » Shoatz, réfléchit et nous invite à réfléchir aux questions d'organisations, centrales pour les révolutionnaires. Vous allez me dire que ça n'a rien d'innovant, les questions d'organisations sont débattues depuis des lustres. Mais cet essai a quelque chose de différent !

D'abord, suite à un effort de vulgarisation non négligeable, les débats de fond stratégiques sont rendus accessibles à toutes. Ensuite, cet essai se termine par un dialogue entre l'auteur et Steve Bloom, poète new-yorkais et militant à Solidarity, au cours duquel ils discutent, échantent des arguments et surtout, se laissent convaincre. Ceci ne devrait pas manquer de nous inspirer sur la manière dont nous pourrions mener les débats dans l'ensemble de nos cadres militants.

MARRONAGE ET RÉVOLUTION HAÏTIENNE

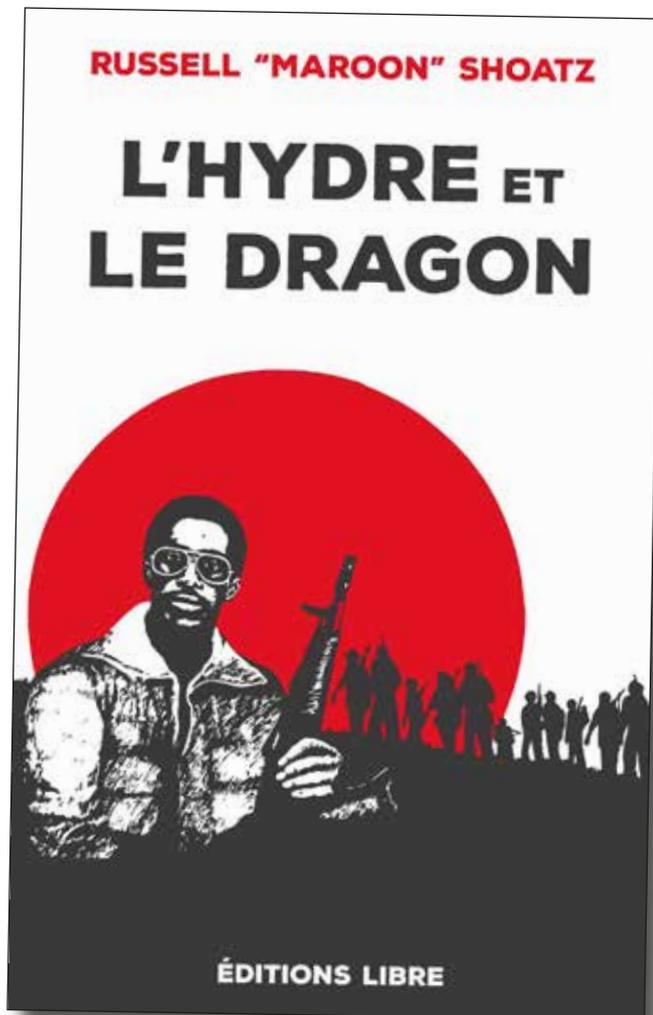
L'autre aspect qui nous ravit, c'est que ce livre aide à penser les formes d'organisations révolutionnaires au travers d'autres exemples que ceux issus de l'Occident, telles les luttes exemplaires des communautés de Marrons au Suriname et en Jamaïque ou encore la révolution Haïtienne. Les Marrons se sont notamment organisés en autonomie des colons esclavagistes : « *les marronnages, qui se développaient dans cette partie du monde, employèrent des formes très efficaces d'organisations décentralisées qui leurs permettaient non seulement de vaincre leurs anciens esclavagistes, mais encore de rester*

autonomes vis-à-vis de tous les surveillants indésirables pendant des centaines d'années – jusqu'à nos jours » précise R. « M. » Shoatz (p. 36).

À partir de ces événements, et en utilisant la métaphore de l'hydre et du dragon, l'auteur questionne le parti centralisé, issu notamment des traditions marxistes-léninistes, pour penser une autre forme

d'organisation : « *MOSAIC : Movement of Oppressed Sectors Acting In Concert* ». Pour l'auteur, la « mosaïque » est un point de départ idéologique qui servira tous nos intérêts individuels et collectifs. On pourrait également l'appeler « autodétermination intercommunautaire » (p. 62).

Sans forcément partager entièrement ce point de vue, il a le mérite de nous faire rediscuter



des bilans des organisations marxistes, notamment au travers du dialogue final autour de l'essai présenté ici et de *La Révolution trahie* de Léon Trotsky (Éditions de Minuit).

QUELLE ORGANISATION POUR LES ACTIVISTES RÉVOLUTIONNAIRES ?

C'est la grande question que rouvre ce livre, sans la clore complètement. Question dont nous devrions discuter pour se coordonner et pour intervenir dans le mouvement. À A2C, nous avons publié un texte de Vanina, *Élaborer une stratégie, dans le mouvement et pour le mouvement*, qui revient souvent dans nos discussions. Elle y développait notre point de départ : « *La stratégie que nous proposons est celle de l'autonomie de notre classe. D'abord, parce que nous pensons qu'il n'y a pas de raccourci à l'émancipation : elle ne peut être l'œuvre que des premier-es concerné-es. Cette stratégie ne cherche donc pas d'abord à se démarquer, mais à convaincre et entraîner la majorité. Chaque personne qui reprend confiance dans sa capacité à agir, chaque personne qui s'organise, est une personne qui renforce notre capacité collective à gagner.* »

Et malgré certains désaccords que nous pouvons avoir avec les thèses défendues par l'auteur de *L'Hydre et le Dragon*, notamment concernant la décentralisation complète de nos organisations, ce livre est un outil pour mener des discussions stratégiques avec des activistes du mouvement et nous permet de nous organiser plus efficacement pour mieux gagner.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

SB